

TOUS MOBILISÉS LE 6 DÉCEMBRE 2017 POUR UN ACCÈS AUX SOINS DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS.

La mise en place de la sécurité sociale, conjuguée au développement du service public de santé ont permis depuis 1945 d'obtenir des progrès considérables en matière de santé, d'éradiquer des maladies, gagner l'allongement de l'espérance de vie, etc.

Depuis le début des années 1980, nous subissons un véritable basculement du point de vue des politiques salariales et en matière de protection sanitaire et sociale.

Le secteur de la santé, particulièrement de la santé publique et de l'action sociale a subi une véritable déferlante de réformes, de plans de financement sans cesse réajustés à la baisse, conjugués aux réductions continues des dépenses publiques, des exonérations de cotisations sociales aux entreprises, fragilisant le financement de la sécurité sociale, tout en organisant la pénurie de personnels de santé.

L'élaboration du Plan Régional Santé s'effectue dans la poursuite de cette logique dans le cadre d'une réduction des moyens pour l'hôpital public et d'une remise en cause de la sécurité sociale,

dictée par l'Union Européenne et mise en œuvre par le gouvernement avec l'objectif d'atteindre 22 000 nouvelles suppressions de postes, 16 000 suppressions de lits et la poursuite des fermetures de services et d'établissements.

En effet, les Projets de Loi de Finances et de Loi de Financement de la Sécurité Sociale prévoient une baisse du budget de l'Etat de 7 milliards (moins de services publics) et une baisse du budget de la sécurité sociale de 5 milliards d'euros, dont 1,5 milliards pour les hôpitaux publics, tout en transférant son financement sur l'impôt par l'augmentation de la CSG.

Le PLFSS 2018 prévoit également la mise à mort de la convention collective des salariés de l'action sociale pour leur faire payer, par la remise en cause de leurs droits et acquis, la nouvelle baisse programmée des financements.



Concrètement, cela se traduit par de nouvelles régressions :

POUR LES USAGERS ET LES ASSURES SOCIAUX :

➤ une réorganisation des collectivités territoriales et la concentration des activités sur les métropoles régionales qui entraînent une désertification médicale, se traduit par des difficultés insurmontables pour les familles à trouver un généraliste, un dentiste, etc., des délais d'attente incroyables pour consulter un spécialiste, une incapacité à faire face aux catastrophes sanitaires.

➤ Des fermetures d'établissements comme Clocheville à Tours, la suppression de 400 postes et lits sur l'ensemble des établissements à Tours, la suppression de 10 lits à la maternité de l'Hôpital de Blois, avec, sans doute la volonté de son transfert, à terme, sur la Polyclinique.

➤ Une régression permanente pour l'accès aux soins avec la détérioration de leurs prises en charge, la déshumanisation du soin avec un risque de mise en danger des patients.

➤ La casse de la sécurité sociale, avec des restes « à charges » de plus en plus importants pour les patients, engendrant une inégalité d'accès aux soins, notamment pour les plus démunis, créée par la baisse constante des moyens, alors que les besoins de santé de la population sont croissants.

➤ La privatisation des services publics (radiologie, maternité, laboratoire, urgences, samu...) en faveur des cliniques privées à but lucratif, dont les médecins pratiquent un véritable racket des patients, avec les dépassements d'honoraires.

VOUS NE SORTIREZ PLUS LA CARTE VERTE (VITALE) MAIS VOTRE CARTE BLEUE.

POUR LES PERSONNELS :

➤ Des conditions de travail épouvantables, une véritable souffrance au travail, un épuisement professionnel engendré par les sous-effectifs permanents et la course à la rentabilité.

Alors que les tenants du libéralisme présentent la santé comme un coût, la protection sociale comme une charge pour la société, la santé et l'action sociale sont en réalité un investissement pour promouvoir l'humain au centre de la société, dans une période où les richesses pour répondre aux besoins des populations n'ont jamais été aussi importantes. C'est un choix de société.



Partout dans la région, dans les hôpitaux et maisons de retraite, les personnels se battent souvent avec la population pour défendre leur établissement, l'accès aux soins de qualité pour tous à Vierzon, Dreux, Vendôme, à Pithiviers, à Clocheville, au CHU de Tours, au Centre Hospitalier de Blois, à celui de Bourges, d'Amboise, au Blanc, à Gaillardon, etc.

Parce que nous sommes toutes et tous concernés, il est indispensable d'élargir, d'amplifier ces mobilisations des personnels avec les usagers, la population pour reconquérir un véritable accès à la santé pour toutes et tous.

A l'occasion de la présentation du projet du Plan Régional Santé devant la Conférence Régionale de Santé, l'Union Syndicale Départementale Cgt de la santé et de l'action sociale de Loir & Cher et l'Union Départementale CGT de Loir & Cher, comme dans tous les départements de la région Centre Val de Loire, appellent les personnels de la santé et de l'action sociale, de la sécurité sociale, l'ensemble des usagers, des assurés sociaux et leur famille, à se mobiliser sous toutes les formes, y compris par la grève, **LE MERCREDI 6 DECEMBRE ET A SE RASSEMBLER A 14H00 DEVANT L'HOPITAL DE BLOIS** (suivi d'une manifestation jusqu'à la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé) afin d'exiger ensemble :

- le renforcement du service public de santé et d'action sociale, pivot central de notre système de soin.
- L'abrogation des lois Bachelot, Touraine et de toutes les lois régressives mettant en cause notre système d'accès aux soins.
- L'arrêt des fermetures de services, de suppressions de lits, et à l'inverse, la réouverture ou la création de services permettant de répondre aux besoins de la population dans les hôpitaux du département.
- La suppression immédiate du Numéris Clausus et la formation en nombre de professionnels de santé (médecins, infirmier·ières, aide-soignant·es, éducateur·trices, moniteur·trices d'atelier, etc.)
- Des créations d'emplois en masse, des embauches à durée indéterminée dans le privé, la titularisation des précaires et l'ouverture de concours dans le public pour garantir l'égalité d'accès à des soins de qualité pour tous et partout.
- Le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, financée par les richesses créées par le travail, à travers les cotisations sociales, pour une couverture à 100% de l'ensemble des risques.
- L'augmentation des salaires, retraites et minima sociaux, source de financement pour notre sécurité sociale solidaire.
- L'abrogation des lois Macron, Rebsamen, El Khomri, des ordonnances Macron et le renforcement des conventions collectives et du statut de la fonction publique.

**Toutes et tous ensemble,
le 6 décembre
à 14H00
devant l'Hôpital de Blois,
Exigeons un service de santé et d'action sociale
répondant aux besoins de la population.**